



## **COMPTE RENDU : REGARDS CROISÉS SUR LE MALI : Paris-Bamako-Bruxelles-Washington**

Selon que l'on se trouve à Bruxelles, à Washington, Paris et bien évidemment Bamako, les buts de guerre et finalités recherchées après le déclenchement de l'Opération Serval il y a de cela trois mois, divergent.

Ce sont ainsi ces différences d'appréciations que les trois intervenants : Bruce WHITEHOUSE, Professeur assistant dans le Département de Sociologie et Anthropologie à Lehigh University (PA), ancien boursier Fulbright à Bamako, Mali, où il était témoin au coup d'état qui a précipité la crise sécuritaire actuelle au Mali ; André BOURGEOT, Anthropologue, Directeur de recherche émérite au CNRS et spécialiste de la bande Sahélo-Saharienne ; Emmanuel DUPUY, Président de l'Institut Prospective et Sécurité de l'Europe (IPSE) et membre du Comité directeur de l'association IHEDN Paris Ile-de-France, ont dressé le 9 avril devant un Amphithéâtre Desvalières rempli.

Cette conférence, co-organisée par l'association IHEDN Paris Ile-de-France et l'Institut prospective et Sécurité en Europe (IPSE) en partenariat avec l'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique à Paris avait pour principal de revenir sur les raisons qui ont justifié l'intervention française initiée le 11 janvier dernier.

Il s'est ainsi agi de replacer le contexte tactico-opérationnel actuel de l'Opération Serval dans une perspective politique ; celle de la tenue - de moins en moins probable des élections voulues par la Communauté internationale d'ici le 31 juillet prochain ; ainsi que la mise en place effective début avril de la Commission "dialogue et réconciliation" et du Comité de réforme des forces armées, étapes nécessaires mais néanmoins pas exclusives pour le rétablissement de la sécurité sur le territoire malien.

C'est ainsi dans ce contexte, que cette conférence est venue apporter quelques témoignages et solides argumentations, notamment quant à la réflexion sur la passation de pouvoir, la transmission, entre l'Opération Serval, la montée en puissance de la MISMA renforcée par les soldats Tchadiens, et la mise en place concomitamment d'EUTM Mali (la mission de formation européenne entamée depuis la semaine dernière pour la formation de 4 régiments de l'armée malienne - 3000 hommes - en 15 mois), et ce, à l'aune de près de trois mois d'opération militaire française Serval, de la perspective de la transition sur le plan tactico-opérationnel à la MISMA et de la mise en place complexe de la MINUMA (mission de stabilisation de l'ONU).

Les trois intervenants ont chacun tenu, à leur manière et forts de leur expériences complémentaires, revenant tous trois du Mali, à rappeler que le contexte actuel doit se comprendre à travers trois principaux volets. Le premier volet consiste à réinstaurer la bonne gouvernance au Mali, le deuxième à réaffirmer une homogénéité de la sécurité sur l'ensemble du territoire, le troisième à veiller au processus politique en assurant la tenue d'élections libres et transparentes.

Le Ministre Français des Affaires Etrangères Laurent Fabius était il y a de cela quelques jours au Mali pour réaffirmer l'ambition française qui est que la France souhaite avec insistance que les élections soient impérativement organisées d'ici le 31 juillet prochain. Les trois intervenants n'ont pas eu beaucoup de mal à convaincre l'auditoire réuni à l'Ecole militaire que c'était là un vœu pieux. C'est littéralement et matériellement impossible. Mais toujours est-il que c'est une ambition !

Cependant, il est également trop tôt pour juger de la réussite de l'Opération Serval. A titre de comparaison, il aura fallu une décennie pour commencer à jauger de l'efficacité de l'opération des forces de la coalition en Afghanistan !

A défaut d'enlèvement, le risque d'une présence prolongée des forces françaises sur le terrain malien semble néanmoins se confirmer. A cet égard, le projet de transformation de l'actuelle Mission Internationale de Soutien au Mali (MISMA-CEDEAO) sous conduite des troupes de la CEDEAO auxquelles sont venues s'ajouter les 2500 tchadiens, très actifs dans la campagne Panthère IV dans le massif des Ifoghas, en Mission de l'ONU de stabilisation (MINUMA- en anglais = UNOM) qui continue sa montée en puissance (une centaine de fonctionnaires onusiens sont présents depuis janvier dernier à Bamako) a permis de rappeler l'enjeu quant au rôle de la sécurisation, la stabilisation voire l'imposition de la paix, et, qui dépasse largement le cas malien.

S'il est acquis sur le principe et actuellement étudié au Conseil de sécurité, ne fait pas pour l'heure consensus. Même si l'on évoque le chiffre de 11 200 Casques bleus + 1440 policiers onusiens. La France, se heurte néanmoins à plusieurs freins pour sa mise en œuvre.

Or, sur ces derniers points, les membres du Conseil de sécurité jugent le « bilan encore mitigé ». Malgré les succès militaires enregistrés sur le front des Ifoghas, des poches de résistance perdurent, notamment à Gao (même si les combattants s'apparentent plus à des narco-trafiquants pratiquant une « lutte asymétrique d'opportunité » afin de maintenir des foyers de présence autour de la ville) et fixer un agenda de l'arrêt des opérations actuelles reste pour l'heure trop aléatoire et prématuré.

Ensuite, le processus de réconciliation nationale, en préalable de la tenue d'élections programmée en juillet, apparaît encore « défaillant ». La création d'une « Commission Dialogue et Réconciliation » (CDR), le 6 mars dernier par le Conseil des ministres malien, qui doit intégrer l'ensemble des forces politiques et sociales du pays (conformément à la Feuille de route politique votée par le Parlement malien, le 29 janvier dernier) si elle va dans le sens des demandes internationales, reste « un vœu pieux » face au refus du MNLA de désarmer en préalable de l'ouverture de discussions avec Bamako.

La question des réfugiés se pose aussi (on évoque le chiffre de 436 000 à 470 000 personnes dont certains réfugiés dans quatre pays limitrophes - Mauritanie, Niger, Algérie, Burkina-Faso). Cette situation obèrera aussi bien évidemment sur la « normalité » du déroulement des élections...

« *Le Mali n'est pas la Somalie* » et les Nations Unies, pour ne pas échouer, doivent « *maintenir un positionnement équilibré qui soutient la construction d'un consensus politique dans la société malienne et prévient l'émergence de tensions ethniques* » (dixit le SG ONU, Ban Kim-Moon) pour ne pas devenir l'otage de conflits nationaux.

On le comprend, à l'aune de la conférence qui s'est déroulée le 9 avril dernier, les enjeux et les vrais acteurs de la résolution de la crise ne sont ainsi peut-être pas là où l'on met communément et médiatiquement l'accent !

Emmanuel DUPUY (45<sup>ème</sup> SNAED)

